Transcript du Livestreaming du briefing presse après le Conseil de gouvernement (01.09.2021)

## Intervenants

* Xavier Bettel, Premier ministre, ministre d’État
* Paulette Lenert, ministre de la Santé
* Journalistes

## Langue

* Français

## Transcript

[Xavier Bettel]

Mesdames, messieurs, bonjour.

La première conférence de presse CovidCheck que nous organisons.

Vous savez que nous avons eu un Conseil de gouvernement ce matin pour se concerter sur la situation actuelle de la Covid et aussi de continuer le projet de loi sur la Covid.

Le virus n'est pas parti pendant l'été.

Les chiffres ne sont pas très bas, mais nous n'avons pas non plus eu d'explosion, comme c'était le cas dans d'autres pays.

Ces dernières semaines, la situation était stable. Les chiffres maintenant, c'est 4.955 tests pour 144 personnes positives, donc un taux de positivité de 2,91%.

Ce n'est pas un taux bas. Les chiffres de des infections ne sont pas augmentés dans la même mesure que les infections.

Il y a moins de personnes qui en sont décédées, alors que les chiffres sont similaires.

Donc c'est bien un effet positif de la vaccination et ça nous dit qu'on ne peut pas seulement analyser les chiffres des infections et prendre ceci comme mesure essentielle, comme point essentiel pour les chiffres.

Nous nous sommes engagés dans la mesure où nous avons pris des mesures pour qu’il n’y ait pas une surcharge dans les hôpitaux.

Donc, on n'a jamais dû avoir le choix ici de pouvoir oui ou non de devoir traiter des gens ou non.

D'autres pays vont dans la même direction maintenant et ça prouve que les taux d'infection sont fluctuants, ça peut changer du jour au lendemain et je peux vous dire déjà presque avec garantie que les chiffres ne vont pas descendre de manière drastique parce que les gens reviennent des congés et on voit que pas mal de gens reviennent des congés avec le virus.

Donc, c'est la première cause des infections pour le moment et les écoles vont commencer.

Donc, les chiffres risquent d'augmenter, mais ne paniquons pas, nous devons avoir l'œil sur les hospitalisations.

Mais la normalité vient petit à petit, un retour à la normalité dû à ces éléments qui ont pu contribuer et nous avons pu donc avoir plus de normalité dans la vie de tous les jours.

Mais il ne faut pas penser que cette normalité est la règle pour toujours mais au contraire : avec les succès que nous avons, vu la situation, comme je l'ai déjà dit, n'est relativement ... les chiffres sont bas par rapport à d'autres pays.

Ce n'est pas pour ça que nous avons gagné la partie.

Pendant les semaines à venir, la situation actuelle est telle que les infections vont augmenter, mais il y aura une certaine stabilité.

C'est pour ça qu'on va proposer de prolonger la législation jusqu'au 18 octobre avec de légères adaptations.

Vous savez que certains points vont changer au point de vue écoles, Monsieur Meisch a annoncé une conférence de presse pour demain.

On a déjà lu des informations dans la presse, mais nous nous sommes engagés pour que, demain, monsieur Meisch réponde à toutes les questions qui concernent l'éducation.

Et c'est pour ça qu'on ne va pas aborder ce point aujourd'hui.

À l'heure actuelle, nous avons 74,2% de la population qui a au moins eu une dose.

C'est un bon bilan intermédiaire. Madame von der Leyen a dit qu'en Europe c'est en moyenne 70 à peu près. Donc nous ne sommes au-delà de la moyenne européenne. Mais ça ne veut pas dire que tout est gagné.

Il ne faut pas se satisfaire de cette situation à Luxembourg.

Nous savons tous que la vaccination est la meilleure protection contre le virus.

Et on vient de nous dire, c'est pour ça qu'on a eu un tout petit peu de retard, donc, ... le gouvernement, grâce à des lois, on a pris des mesures, non pas dû aux urgences, à part tout à fait au départ.

Nous informons la Chambre et on nous a posé la question : mais on peut être vaccinés, mais on peut quand même tomber malade ? Oui, on peut devenir positif, mais maintenant, on sait que, point de vue infections graves, ce ne sera pas le cas.

J'ai déjà dit : il y a des personnes en soins intensifs. Ce sont des personnes qui ne sont pas vaccinés.

Maintenant ce sont 8 personnes en soins intensifs. Ils ne sont pas vaccinés.

Ce n'est pas une garantie de ne jamais tomber malade, mais c'est une garantie quand on évite un déroulement grave de la maladie.

On l'a noir sur blanc : 8 personnes sur 8 en soins intensifs ne sont pas vaccinées.

Hier, un médecin m'a dit : j'ai une personne de à peine 40 ans au soins intensifs et la personne a répondu "Je pensais que je ne pouvais pas l'attraper". Mais personne n'est protégé contre le virus.

Il y a des plus jeunes qui sont maintenant en soins intensifs. C'est pour ça que la vaccination est la meilleure solution pour nous protéger, se protéger soi-même, mais aussi ses concitoyens et surtout les personnes vulnérables et ceux de moins de 12 ans qui ne peuvent pas être vaccinés.

Moins de personnes ont le virus, alors les autres sont davantage protégés.

Vous avez la possibilité de faire partie de la solidarité, alors qu'il y a des personnes qui n'ont pas le droit de se faire vacciner et risquent donc de tomber malade.

C'est pour ça, je veux encore à l'heure actuelle vous prier instamment, donc prier ceux qui ne sont pas encore vaccinés : pensez à vous, pensez à votre de santé, pensez aux personnes que vous aimez et nous voulons que ce virus soit uniquement un souvenir, si tout le monde se fait vacciner.

Se faire vacciner n'a jamais été aussi facile que maintenant.

Vous avez le choix : on peut aller sans rendez-vous au hall Victor Hugo, on peut aller au Impf-Bus.

Donc ce bus se trouve à la Coque, aux Glacis, suivant les jours, ce soir au match de foot.

Un autre fait Ettelbrück, Grevenmacher.

Donc le bus va aussi aller à la fête de famille à Esch. Il sera partout.

Il y aura plein de possibilités pour aller se faire vacciner de manière spontanée et sans difficulté.

Nous savons qu'il y a plein de gens qui ont des doutes, des interrogations.

Les médecins maintenant ... vous avez un médecin de famille. Vous lui faites confiance. Ils font votre suivi.

Il y a 241 personnes. Donc par des médecins qui ont signé le cahier des charges.

Dont des pédiatres, des généralistes, etc.

Donc vous pouvez discuter avec votre médecin, parler des angoisses, des doutes et vous pouvez recevoir donc la vaccination chez votre médecin. il y a des effets secondaires. On le sait. Certaines fois, il y a des complications, mais, en général, ce n'est pas grave.

Et c'est beaucoup plus rare que les complications lors de la maladie et je peux vous le dire en connaissance de cause. Il y a 29 hospitalisations pour le moment.

Sur les 29, il y en a trois qui ont schéma vaccinal complet. 8 en soins intensifs, dont personne n'est vaccinée.

C'est pour ça, concertez-vous avec votre médecin de famille. Cela n'a jamais été aussi facile que maintenant de se faire vacciner.

74,2% des luxembourgeois ont fait leur choix, se sont fait vacciner pour se protéger soi-même et leurs proches.

Je vous le dis : le vaccin, c'est le meilleur chemin vers ... pour le retour vers la normalité.

Mais nous avons maintenant un nouveau palier.

Après tout cette explication.

À part les gens qui ne peuvent pas se faire vacciner et ceux qui ont moins de 12 ans, tous les autres peuvent se faire vacciner. Ils ont tous reçu une offre, ils peuvent le faire soi-même, par eux-mêmes, sans rendez-vous, dans le bus. Donc, maintenant, il faut un changement de paradigme dans la politique du Corona.

Jusqu'à présent, on a pris des mesures contraignantes.

Il y a des gens qui sont encore soumis à des contraintes parce qu'on n'a pas encore la couverture vaccinale qu'on le souhaite.

Jusqu'à présent, on a porté les coûts pour que tout le monde puisse avoir autant de liberté que possible.

Mais à l'heure actuelle, on ne peut pas justifier et faire en sorte que les libertés des personnes vaccinées soient contraintes de telle manière comme ça a été le cas pendant une année et demie. Nous ne pouvant pas non plus justifier que la société en général paie pour les tests PCR pour les gens qui ne veulent pas se faire vacciner.

Pour le moment, grâce au CovidCheck, il y a la possibilité de refaire un test.

Le test est toujours une possibilité pour le CovidCheck, mais le test à partir du 15 septembre sera payant.

Celui qui souhaite, par commodité, celui qui souhaite utiliser le CovidCheck ou que ce soit pour voyager, pour aller au restaurant, pour ses loisirs.

Mais que la personne n'est pas vacciné, alors ce n'est pas à la société de payer le prix.

On ne peut pas faire en sorte parce qu'il y a une minorité que la majorité doivent payer pour tous et c'est pour ça que la règle des 3G va être maintenue, mais il y aura plus d'invitations envoyées pour le Large Scale Testing où il y a des milliers de personnes qui ont été testées et que beaucoup de personnes avant les vacances, ils ont pris un rendez-vous parce qu'ils se sont dit : je dois avoir un test PCR pour me rendre en vacances.

Il faut qu'on continue à faire des efforts pour la campagne vaccinale et j'espère ... nous espérons que grâce à cette nouvelle réglementation, il y a un certain nombre de personnes qui vont se dire se faire vacciner, c'est le plus simple c'est plus simple que le reste et je ne peux pas vous cacher que l'évolution des prochaines semaines - il va falloir l'analyser. Il y aura ce nouveau texte qu'il va falloir voter.

Je ne peux pas exclure à l'heure actuelle que le régime du CovidCheck ne soit pas étendu à d'autres rassemblements à l'avenir.

À des rassemblements qui ne sont pas prévu.

Que le CovidCheck soit par exemple davantage généralisée, si d'ici quelques semaines, dans un mois, on se trouve dans une situation qui fasse en sorte qu'on a besoin de nouvelles mesures.

Donc ce CovidCheck nous permet aussi d'éviter des fermetures. Le CovidCheck est une possibilité d'éviter des fermetures.

Je répète encore mon appel : faites-vous vacciner. Que ce soit au hall Victor Hugo, que ce soit dans le bus de vaccination, que ce soit auprès d'un médecin.

C'est notre meilleur moyen et peut-être notre seul chemin pour sortir de la pandémie.

Merci.

[Paulette Lenert]

Bon après-midi. Je ne peux que me rallier à ce que dit le Premier ministre.

Nous avons l'été derrière nous, les indicateurs sont toujours verts, mais dans ce pays, ça commence à s'aggraver.

Si vous suivez l'actualité, vous voyez les pays autour de nous. Ce n'est pas un secret qu'il faut s'attendre à une quatrième vague qui sera différente des précédentes et comment elle sera exactement, on ne peut pas le savoir à 100%.

On regarde les rapports : on a une augmentation de nouvelles infections de 23% par rapport à la semaine dernière.

On est toujours assez bas par rapport aux pays voisins, mais on voit toutefois que les gens reviennent des vacances et que la situation commence à s'aggraver.

La répartition. Ce qui est relevant pour la gestion de la crise et pour les personnes qui en schéma vaccinal complet.

Il faut savoir sur les 542 de la semaine dernière, il y avait 428 nouvelles infections pour des personnes qui n'ont pas été vaccinés, alors qu'il y a 21,1% des personnes qui se sont infectés qui ont déjà reçu un vaccin.

Un vaccin n'est jamais à 100% sûr.

Celle-ci non plus.

Et avec 80%, c'est déjà assez haut. C'est plus haut qu'une vaccination classique de grippe.

Donc c'est plutôt la normalité qui est confirmé que les vaccins qui sont utilisés sont des bons vaccins.

Ils ont un grand impact sur le risque de nouvelles infections.

Au niveau des hospitalisations, ça a déjà été dit, c'est relativement calme.

Une légère augmentation.

Nous étions à 21 personnes en soins normaux, contre 6 en soins intensifs. Maintenant, c'est 8 en soins intensifs.

Là encore, c'est peu. Il y a peu de ces personnes qui sont totalement vaccinées.

Ceux qui sont en soins intensifs ne sont pas vaccinés.

L'âge moyen chez les nouvelles infections : nous avons une moyenne de 31 ans, comme la semaine dernière,

Pour les hospitalisations, la semaine dernière, la moyenne d'âge était de 52, maintenant elle est de 47 ans.

Donc on voit que même les personnes plus jeunes ne sont pas exclues.

Le virus circule. Les infections augmentent. Les contacts augmentent et on voit que même les gens qui sont infectés portent encore le virus, même si on ne sait pas dans quelle mesure, de manière scientifique, mais c'est un fait. On le voit dans notre rapport hebdomadaire. Le taux de positivité que nous avons identifié par le Contact tracing se trouve à 6,18%, ce qui prouve que les contacts des personnes se réinfectent, etc. Donc ça tourne.

Par rapport au régime CovidCheck, nous sommes satisfaits.

C'est une inconnue quand nous l'avons lancée. On a dit : il faut lancer cette campagne.

On va voir le résultat. Le résultat est bon. Nous avons eu quelques 7.000 événements.

6.000 étaient événements de moins de 300 personnes et puis 230 demandes pour des événements au- delà de 300 personnes.

Tout a été accepté. On a dû donc faire accepter un concept sanitaire.

On a fait très peu de refus. Ce régime a été compris à Luxembourg et appliquée et avant tout, je suis content de savoir qu'au niveau de l'inspection sanitaire, il n'y a rien à faire remarquer, point de vue situation qui aurait dévié.

On a eu des petits clusters, mais rien vraiment en rapport avec des événements CovidCheck.

À part le petit problème qu'on a eu au départ autour de la fête nationale.

Donc ce régime en place fonctionne bien. C'est une bonne ceinture de sécurité quand on regarde les chiffres de nouvelles infections.

Si ça augmente, ces nouvelles infections, on verra bien.

Cela se reflétera au niveau des chiffres, mais, pour le moment, c'est à notre satisfaction.

Nous sommes contents que ce régime CovidCheck a fait ses preuves.

Qui sont ces personnes qui ne sont pas vaccinés ? C'est une question qui se pose souvent.

Ce sont les 18 à 50 ans qui sont uniquement vaccinés à 65%.

Bien sûr aussi les jeunes et les enfants qu'on ne peut pas vacciner.

On fait un suivi. On fait des analyses pour mieux  comprendre qui sont les personnes qui hésitent encore, pourquoi les personnes ont des doutes, comment arriver à convaincre ces personnes.

Ce sont des travaux que nous menons.

Une constante que nous avons, c'est qu'il y a toujours des gens qui sont davantage à risque d'autres.

C'est une constante au travers de toute la crise. C'est toujours les mêmes personnes.

Les personnes qui sont vulnérables, qui ont un système immunitaire plus faible.

Les personnes qui sont plus faibles, plus âgées, personnes qui ont déjà des maladies.

Ce sont les personnes que nous avons appelées prioritairement pour se faire vacciner.

Ces personnes sont toujours davantage exposées que les autres et je peux encore le répéter : nous sommes en présence d'un variant très contagieux et il faut vraiment veiller à toutes ces personnes plus exposés.

À l'heure actuelle, donc tout est vert. Les chiffres des hospitalisations sont bas par rapport aux pays voisins.

On n'a pas de gros clusters, mais les chiffres augmentent quand même.

Il y a 40% des nouvelles infections, ce sont des virus qui ont été ramenés des vacances.

C'est peut-être moins les destinations que le fait que les gens étaient en route avec des amis, avec la famille.

Peut-être qu'ils se seraient infectés aussi s'ils étaient restés ici à Luxembourg. Donc le schéma reste le même.

C'est une répétition qu'on fait ici, mais c'est là où on est de manière proche, on est rassemblé, que le risque est grand. Donc en automne, la situation va continuer.

C'est à une course contre la montre ici parce que d'une part nous avons un variant qui tourne vite, qui est plus contagieux ; d'autre part nous continuons avec la vaccination et notre spéculation, notre espoir, c'est que malgré les nouvelles infections, par le fait qu'il y a plus de personnes qui sont qui sont vaccinées.

On pourra donc réduire, donc avoir les hospitalisations qui se maintiennent à un niveau bas.

Mais on va évoluer la situation pendant les semaines à venir.

La position maintenant de départ n'est pas la même que l'année dernière.

La position de départ cette année est différente de celle de l'année dernière le variant est différent, a des comportements différents.

La population est différente. Nous avons plein de gens qui sont vaccinées.

Donc il faut faire des nouveaux calculs. Donc on travaille sur tous ces chiffres, ensemble avec la Task Force Covid-19, qui nous livre des modélisations régulièrement, mais on n'a pas encore suffisamment de recul pour pouvoir faire le calcul exact.

Comme mentionné, il ne faut pas être étonné que malgré le fait d'être vaccinés, on peut être infecté.

Cela existe. C'est comme ça pour les vaccins, il y a un certain nombre de personnes qui peuvent être réinfectés.

Ce taux se trouve à 21%, même si on est vacciné, qu'on a le virus, même si on n'est pas malade, on peut propager le virus.

Donc c'est ça qui est un peu désagréable ici, donc ça ne change pas.

Des études récentes de France, notamment du mois d'août, nous montrent que le risque d'attraper une nouvelle infection quand on a une double vaccination, alors ce risque est de 80% de moins que si on n'est pas vacciné. Mais si on est parmi les personnes qui sont réinfectés, même si c'est une minorité, alors, là, pour cela, le risque d'un déroulement grave et de 90% moindre que c'est le cas chez une personne qui n'est pas vaccinée.

Cela veut dire si ... pour les personnes qui ont encore des doutes, je pense que maintenant avec les faits qu'on voit, avec les expériences qu'on a, les gens doivent comprendre que les effets secondaires sont pour la vaccination, sont nettement plus faibles que la maladie de Covid.

Cela semble abstrait, mais ce n'est pas une partie de plaisir.

Si vous avez un doute, alors recherchez à faire une rencontre avec des personnes qui ont eu le virus.

Ce n'est pas une maladie qu'on peut prendre à la légère. Ce n'est pas agréable pour les personnes et ce n'est pas facile pour les personnes ... le personnel soignant parce qu'il faut beaucoup de soins.

Donc la devise de la nouvelle vague, si elle vient et elle va venir, ce serait naïf de croire qu'on soit ... épargné. Donc ce seront les personnes qui ne sont pas vaccinés qui vont vraiment faire en sorte de faire turbiner les chiffres. Il y a un risque de mutation encore en plus.

Donc plus le virus circule, plus le danger d'infection augmente.

Donc c'est uniquement quand on est vaccinés ... plus de personnes sont vaccinées qu'on peut en sortir.

Je veux encore dire que monsieur Kluge de l'OMS/Europe avait la même mise en garde.

Il y a un risque de nouvelles infections. Il faut une accélération de la vaccination.

Lui aussi et il a confirmé notre stratégie. Je suis content de l'entendre et de le lire qu'il faut se concentrer pour comprendre pourquoi les gens ne veulent pas se faire vacciner.

C'est ça qui compte. Quelles sont les questions des personnes ? Qu'elles sont les doutes des personnes ?

Est-ce qu'il y a toujours des fausses informations qui circulent ? Donc il faut informer les personnes, les convaincre pour qu'ils se fassent vacciner. Je pense et c'est l'opinion du gouvernement que c'est le meilleur chemin.

L'information, la compréhension continue. La campagne de vaccination, c'est notre ambition de continuer cela et d'avoir les explications que les gens nous demandent.

Nous sommes intéressés pourquoi les gens ne veulent pas se faire vacciner. Mieux on comprend ces éléments, mieux on peut préparer les informations pour répondre aux questions qui existent encore.

Pour toutes les personnes qui s'intéressent aux chiffres - regardez les chiffres français, notamment dans les territoires d'Outre-mer, où il y a un peu de personnes qui se sont fait vacciner : 25- 30%. La situation dérape complètement. Il faut faire des triages, il y a des personnes qui doivent être évacuées par vol.

C'est un changement par rapport à la France et ça montre que ces chiffres ont un impact et que même si on s'y intéresse ... il y a un intérêt personnel et un intérêt pour la société de se faire vacciner. Il y a un impact des personnes qui décèdent.

Quand les infections augmentent, ça se reflète immédiatement dans les hôpitaux et quand les hôpitaux sont surchargés, c'est un inconvénient pour tout le monde.

Aussi pour tous les autres patients, puisque le personnel est limité.

Tout le monde n'a que deux mains et c'est dans notre intérêt que ça ne dégénère pas de cette manière.

Notre campagne a comme objectif d'arriver à un taux aussi haut que possible pour les vaccinations.

Il y a de nouvelles informations maintenant qui viennent.

On compte atteindre plein de nouvelles personnes.

Cette possibilité que les gens puissent venir se faire vacciner sans rendez-vous, ça marche bien

Il y a souvent des queues pour le bus vaccinal.

Donc on cherche vraiment des moyens pour cibler les gens directement, aller aux endroits où ils se trouvent.

Nous travaillons également avec l'union des entreprises pour voir comment aller vacciner dans les entreprises, comment organiser la vaccination dans les écoles.

On veut vraiment à l'encontre des personnes pour les convaincre. C'est ainsi qu'on y arrivera.

Il faut encore un peu de patience. Ce n'est pas encore gagné. Il faut qu'on garde le moral assez haut.

On voit ce qui fonctionne. On a montré beaucoup de sérieux pendant l'été.

Même des personnes privées déclarent les chiffres, déclarent la situation.

Pour ça qu'on a des bons résultats. Il faut continuer sur notre lancée, avoir encore de l'endurance et avoir confiance dans la situation pour atteindre le plus de personnes.

Quant aux nouveaux textes - je l'ai pratiquement oublié maintenant.

Le nouveau texte, donc, c'est le statu quo et ça ressort de ce que je viens de dire : ce qui est en place, ça fonctionne bien.

On ne peut pas tirer d'autres conclusions pour le moment. Petite écueil encore au niveau des hôpitaux.

On a ce cordon sanitaire qu'on a fait par le CovidCheck dans les hôpitaux, dans les maisons de soins et donc c'était mettre en place un CovidCheck, là où on est en contact, on rentre en contact avec une personne vulnérable dans les structures de soins et les hôpitaux.

Mais dans les hôpitaux, il y a également des personnes qui vont simplement chez leur médecin pour un rendez-vous.

Donc on a pensé qu’il serait mieux de sécuriser les hôpitaux totalement par le CovidCheck.

Quand entre dans un hôpital soit pour aller voir une personne ou pour aller chez un médecin, il faut prouver qu'on a été vacciné ou alors il faut faire un test rapide sur place pour qu'on ait une sécurité maximale au niveau des hôpitaux. Pour le reste, on peut uniquement constater que le régime du CovidCheck a bien fonctionné et on veut le prolonger.

Et c'est le seul changement. Il y a quelques petits points On va préparer en fait, présenter les éléments pour les écoles, demain.

Maintenant on attend la rentrée pour voir quels sont les résultats au niveau ...

[Xavier Bettel]

Donc, maintenant, on va me poser la question : quel est le risque pour les enfants de moins de 12 ans ou pour les personnes qui ne peuvent pas se faire ce vaccin se faire vacciner ?

Donc, là, je vous dis déjà : la ministre de la Santé, avec d'autres personnes, on regarde comment faire une prise en charge parce qu'on ne peut pas demander aux personnes qui ne n'ont pas le droit de se faire vacciner, on ne peut pas leur demander de payer eux-mêmes pour ses tests.

Si on ne peut pas se faire vacciner. Donc, là, il y a encore des discussions en route.

Je vous ai dit à partir du 15 septembre ... Je vous ai dit à partir d'octobre, on fera le bilan.

Le CovidCheck peut être élargie. C'est une possibilité. Il y a encore une option pour le moment.

C'est l'option du test rapide.

En fonction de la situation, on a le 3G, donc un des 3G a encore le test rapide.

Là, il faut voir comment continuer de ce côté-là.

Il est possible, si la situation n'est pas bonne, en octobre, il est possible que les tests rapides puissent être une alternative qui puisse disparaître.

Mais pour l'instant, c'est encore possible. Ce n'est pas qu'à partir du 15 septembre les tests rapides disparaissent.

Mais c'est une option.

[Paulette Lenert]

Encore le congé pour raisons familiales - c'est prolongé avec le prolongement de la loi.

C'est pour maintenir les facilités pour que le respect des mesures soit aussi facile que possible.

Ce n'est pas possible, mais on espère que ça va bien se passer pour que tout soit en place.

[Journaliste]

J'ai une question par rapport à une éventuelle troisième dose, à savoir si cela a évolué depuis la dernière fois?

Si certaines personnes devront faire une troisième dose ou pourront et si oui, bon, ben, qui et à quelle échéance ?

Merci.

[Paulette Lenert]

On attend toujours l'avis du Conseil supérieur des maladies infectieuses.

Une décision va venir, c'est imminent. On l'a pas encore reçu.

Je pars du principe que ça n'a pas duré longtemps et ils travaillent de manière intensive sur la question.

Il y aura des nouveautés et on fera un communiqué dès qu'on en saura davantage.

[Journaliste]

David Marques du Quotidien. Une question de précision. Monsieur le Premier ministre, vous avez dit que 74% des résidents luxembourgeois qui ont pu se faire vacciner, ont reçu une première dose.

Si je ne me trompe, la commission a parlé de 70. Est-ce que ça - ces pourcents, ça c'est le schéma complet ?

Donc, Luxembourg, quel est le chiffre pour le schéma complet ?

[Paulette Lenert]

70%, c'est confirmé.

[Journaliste]

Pour le vaccin: donc c'est beaucoup plus lentement maintenant. En Allemagne, il y a plein de doses qui ne sont plus valables, ils sont épuisés, qui sont ... Comment est-ce pour le Luxembourg ? Est-ce que les doses sont encore valables ?

[Xavier Bettel]

Nous voyons que le nombre de vaccinations ... presque 250 personnes qui se présentent manière spontanée et c'est important. Avant ...

Bon, c'est moins important qu'avant où on avait des mille personnes. Nous nous sommes engagés au niveau européen d'envoyer des vaccins dans certains pays, mais nous n'avons pas parlé avec le ministre de la Coopération ce matin. Nous nous sommes engagés à le faire.

Je n'ai pas d'information maintenant et je n'ai pas d'informations que des vaccins auraient été mis à la poubelle, mais s'il y a des dates de péremption, nous avons une garantie que rien ne va être injecté qui est expiré.

Mais on ne m'a pas dit qu'on a jeté des choses.

[Journaliste]

Dani Schumacher du Wort. J'ai une question. Vous avez fait comprendre que si la situation allait dégénérer le CovidCheck pourrait être étendu, mais alors le 3G, est-ce que ça reste ? Ou est-ce que le 2G serait une possibilité ?

Le modèle d'Hambourg, par exemple, les tests ne sont plus faits.

Mais donc est-ce que ceci, ce serait une option ?

Puis j'enchaîne sur une deuxième question, une question plus pratique.

Le pendant britannique par rapport au CovidCheck n'est pas reconnu à Luxembourg.

Bizarrement en France ou en Pologne, ce pendant est accepté une fois que vous avez le tampon, vous pouvez entrer.

[Xavier Bettel]

Nous avions ces questions avec la Grande-Bretagne.

Nous sommes plus sévères qu'eux pour recevoir des personnes à Luxembourg parce que ce sont des problèmes à cause du test qui ne sont pas reconnus à Luxembourg et ce matin, on nous a dit qu'on allait vraiment regarder de près. On s'est posé la question pourquoi est-ce qu'il y a ce blocage.

La première question que vous aviez par rapport à la généralisation du CovidCheck

Oui, il y a des possibilités de généralisation. Au restaurant, par exemple, on a là le choix : si on a moins de quatre personnes, il n'en faut pas.

Peut-être que ce sera une réalité. Peut-être que le CovidCheck sera demandé. On ne sait pas encore aujourd'hui.

Mais, bon, je préfère qu'on ait le CovidCheck plutôt que de fermer les établissements.

Donc l'alternative du CovidCheck, c'est quelque chose ... c'est comme une vise qu'on peut tourner dans un sens ou dans un autre.

Vous avez parlé du régime allemand, 2G.

Ici, nous savons qu'il y a des personnes qui ne peuvent pas être vaccinés. Donc ce serait exclure certaines personnes de libertés.

C'est pour ça qu'on maintient le 3G. La plupart des personnes sont déjà vaccinés.

Parmi les personnes qui ont le CovidCheck vert, c'est par la vaccination, évidemment par la guérison et par les tests.

Je pense que pour le moment où on n'a pas encore pu donner la possibilité à tout un chacun de se faire vacciner, alors c'est délicat de dire ces personnes-là sont exclus des libertés.

C'est pour ça qu'on a toujours ces options de 3G.

Nous avions déjà une discussion la semaine dernière sur un 4G, par exemple, les anticorps.

Aujourd'hui vous pouvez avoir des anticorps sans être guéri parce que pour être guéri, il faut avoir un PCR positif.

Si vous n'avez pas de PCR positif, vous n'êtes pas guéri.

Mais vous pouvez avoir des anticorps en étant malade de manière asymptomatiques.

Donc ce sont des points qui doivent être discutées au niveau européen.

Le nombre de ces anticorps, ça pourrait être un élément, mais on est loin de ce genre de décision.

On a parlé encore hier avec les collègues belges qui se posent également la question parce qu'en Belgique seulement, il y a plein de systèmes pour le calcul des anticorps.

Il y a différents tests possibles, alors c'est difficile d'avoir un même barème pour tous les pays européens, alors qu'il y a des systèmes différents. Donc pour l'instant, on est positif ou négatif.

Donc il y a du pain sur la planche, mais cette histoire... cette question de dire "est-ce que l'anticorps est une une possibilité ?" Oui, mais nous ne souhaitons pas faire cavalier seul en tant que Luxembourg parce que on risque que peut-être une personne qui a un QR-code qui est acceptée, ne l'est pas dans un autre pays parce que jusqu'à présent il y a des standards communs qui ont été fixés.

[Journaliste]

Je veux demander, je ne l'ai pas bien entendu, pour cette nouvelle loi, quel est le déroulement ? Dans le temps et jusque quand ? Donc vous avez dit qu'en octobre on allait voir.

[Xavier Bettel]

Jusqu'au 17 octobre. Le nouveau test est jusqu'au 17 octobre compris. À partir du 18 octobre, il faudra un nouveau texte.

Donc il faudra avoir fait toutes ces analyses au Conseil de gouvernement.

Ou le 18. C'est le 18 octobre inclus.

Qui a encore des questions ?

[Journaliste]

Fanny Kinsch de RTL Radio.

Pour autant qu'on a vu, il ne ressort pas des statistiques combien de personnes ont été vaccinées chez les médecins.

[Paulette Lenert]

Si, si, si. On va quand même tenir compte ces chiffres.

Maintenant, toutes les semaines, il y a un corps de médecins qui s'ajoute.

Il y a quelques 1.600 rendez-vous qui ont été pris. C'était le début mais on va rendre compte de ces chiffres.

[Xavier Bettel]

Jusqu'à présent, c'était 1.646 rendez-vous des personnes vaccinées chez les médecins et maintenant, il y a 210 généralistes, des pédiatres, 23 pédiatres, 3 médecins du monde.

[Journaliste]

En Allemagne, quand on s'infecte dans les écoles ou au travail ça peut compter comme accident de travail et si on a des problèmes à long terme, on peut éventuellement avoir une pension d'invalidité.

[Paulette Lenert]

C'est une question intéressante, mais cette question ne s'est pas encore posé ici.

[Journaliste]

Est ce qu'il y a des ... les tests PCR qui ne sont pas gratuits ... C'est aussi pour les tests anticorps ?

[Paulette Lenert]

Donc il y a un marché public qui prend fin.

On va continuer avec les tests anticorps. Les gens vont recevoir une invitation par échantillon et c'est fait uniquement par le laboratoire national de la santé.

[Xavier Bettel]

Cela continue son cours.

Merci à tout le monde.